

**Sarkozy a choisi l'austérité pour sauver le triple A :
il annonce la fin du triple A, reste l'austérité.**

Dans un entretien au *Monde* daté du 13/12, le Président sortant a admis à l'écrit ce qu'il n'ose avouer à l'oral : la France serait en passe de perdre son AAA qui lui permet d'emprunter aux meilleures conditions sur les marchés. Pour Sarkozy, « *si [les agences de notations] devaient nous le retirer, ce serait une difficulté de plus, mais pas insurmontable* ».

C'est un reniement : la droite a toujours affirmé que sa politique permettrait de préserver le triple A.

Ces dernières semaines, les dirigeants de droite ont multiplié les propos rassurants et lénifiants.

Pour B. Le Maire : « *Dans cette guerre-là, il faut choisir son camp et il faut tout faire pour sauver effectivement le triple A de la France* » (Europe 1, 13/10).

Pour F. Baroin : « *on a notre triple A et tout est mis en œuvre pour répondre aux objectifs que nous avons fixés* » (France 2, 21/11).

Pour F. Fillon : « *tout est fait pour conserver le triple A* » (France 2, 6/12).

Enfin, pour N. Sarkozy : « *Comme nous avons le triple A, c'est-à-dire que nous sommes considérés comme un pays bien géré, nous pouvons emprunter à 3 %* ». Il ajoutait : « *non, non, la perspective du triple A français, elle est stable* » (TF1-France 2, 27/10).

→ *L'impuissance de Sarkozy est manifeste, comme il l'admet lui-même aujourd'hui : « il n'y a pas de mesure clé ou miracle ». Pour empêcher les taux d'intérêt de grimper et la spéculation de continuer, il existe pourtant une solution : changer de président pour changer de politique.*

C'est un aveu d'échec : non seulement l'austérité n'a pas rassuré les marchés, mais elle cassé l'activité et précarisé les Français.

Au prétexte de maintenir le triple A de la France, M. Sarkozy a décidé :

- la casse des retraites par un plan inefficace (le financement n'est pas bouclé) et injuste (l'essentiel de l'effort est porté par les ménages et les salariés) ;
- deux plans de rigueur depuis l'été de près de 20 Md€ (11 Md€ en septembre, 7 Md€ en novembre) que les Français payent sous la forme de hausse du taux réduit de TVA à 7 %, de taxe sur les complémentaires santé, de hausse de l'impôt sur le revenu ;
- le démantèlement aggravé des services publics avec la décision de supprimer 14 000 postes dans l'Education nationale à la rentrée 2012 ;
- l'acceptation de l'austérité généralisée en Europe à travers un nouveau traité punitif sanctionnant les Etats sans aucune mesure de relance pour la croissance et pour l'emploi.

→ *L'incohérence de Sarkozy est coupable : le 23 août, A. Minc – visiteur du soir et éminence du matin de l'Élysée – disait que le triple A est « un trésor national ». Désormais, M. Sarkozy admet que sa mauvaise politique a dilapidé le « trésor ».*

Enfin, **c'est une marque d'irresponsabilité : loin de protéger la France, le Président sortant la met en danger.** Par ces déclarations légères, c'est Sarkozy qui dégrade la France et non les agences. Par son incapacité à proposer un cap pour redresser notre pays. Aujourd'hui,

c'est F. Hollande qui trace une perspective pour rendre la France plus crédible et maintenir sa note souveraine. C'est lui qui propose :

- le redressement financier avec une loi de programmation des finances publiques pour revenir aux 3 % de déficits en 2013 et à l'équilibre à l'horizon 2017;
- le redressement productif avec le patriotisme industriel et la réforme de la fiscalité favorable à l'emploi et à l'investissement, non à la rente et à la finance ;
- le redressement européen avec un pacte de responsabilité, de gouvernance et de croissance en Europe pour réorienter les missions de la BCE, créer des eurobonds pour lancer des grands projets d'avenir, mettre en place une taxe sur les transactions financières, opérer la conversion écologique et énergétique des économies européennes.

Personne ne peut se réjouir d'une éventuelle dégradation de la note française, ni en minimiser la portée – encore moins à la tête de l'Etat ! Si cette décision intervenait, comme semble le croire le Président de la République, c'est l'échec de la politique Sarkozy qui serait sanctionnée : l'austérité sans la croissance et sans la justice, c'est la triple peine – déficits, récession, chômage. Celui qui a dégradé la France, c'est Sarkozy !